Culture Générale Juridique

Séance I. L'Etat

I. Définition de l'Etat.

1. **Carré de Malberg (juriste publiciste)** : l'Etat est composé de 3 éléments constitutifs, une population, un territoire et une autorité publique (un gouvernement). L'Etat est caractérisé par la souveraineté. L'Etat est une personne morale qui exerce un pouvoir souverain sur la population d'un territoire déterminé.
2. **Machiavel** est le 1er à utiliser le terme latin « *status* » (Etat). Les racines du terme sont « *sto-stare* » (position stable). L'Etat est ce qui est fixe, stable. L'Etat ne change, il traverse le temps.
3. **Les romains** utilisaient le terme *res publica* (la chose publique).

II. Aux origines de l'Etat.

A. L'Etat pendant l'antiquité.

1. **La Cité Grec**. L'idée d'Etat est déjà présente à l'esprit des auteurs grecs. Platon dans son ouvrage « *la république* » s'intéresse à l'Etat. La république est la recherche d'une forme idéale d'organisation politique de la cité. L'Etat doit avoir les capacités de créer son propre droit (du grec : autonomie) et doit pouvoir vivre par ses propres moyens (du grec : autarcie) afin d'être indépendant et de fait souverain. L'Etat va pouvoir ainsi utiliser ses fonctions régaliennes (sécurité, RI, justice...) qui sont les conséquences de sa souveraineté. Les citées grec nous apprennent que l'Etat se distingue de la nation. Il existe une nation grecque mais plusieurs Etats. Le concept d'Etat-Nation est ignoré.
2. A Rome, **la res publica**, désigne l'Etat romain. La chose publique est ici distinguée des gouvernements et des hommes qui les composent. La chose publique est indépendante des gouvernants, elle ne leur appartient pas, elle appartient au peuple de Rome. Le passage à l'Empire n'est pas une condamnation de la *res publica*, elle se maintient. L'Etat est immuable, il survit aux changements de régime. L'empereur n'est pas le propriétaire de l'Etat. Avec le concept de chose publique, les romains ont développés le concept d'Etat moderne.

B. Disparition et renaissance de l'Etat au moyen-âge.

1. **La période franque** et son arrivée est marquée par la chute de l'empire romain provoque une crise de l'Etat. Les peuples germaniques dirigent maintenant plusieurs petits royaumes. Ils ignorent le concept de chose publique. Pour eux le roi est propriétaire de tout ce qui fait l'Etat (peuple, territoire). Le roi va se comporter comme un propriétaire privé, il partage le royaume, le transmet à ses enfants. Avec Charlemagne on assiste à un retour relatif de l'idée d'Etat. En 800, Charlemagne est couronné empereur. Il va, malgré le rapprochement avec l'empire romain, partager son empire. Cependant, du fait de la mort de ses enfants, il ne lui reste plus que 1 fils (Louis le Pieux), qui lui succède. Les conseillers de Louis le Pieux préconisent de ne pas partager l'empire, de le maintenir, ce qui est un retour relatif à la chose publique. Louis le Pieux échouera, l'empire sera partagé en 843 en 3 par le traité de Verdun.
2. **Le système féodo-vassalique et la disparition de l'Etat**. On assiste par la suite à une dislocation de l'autorité publique, c'est le système féodal qui prédomine. Il y a un éparpillement du pouvoir entre les mains d'une multitude d'homme (contes, ducs, seigneurs) qui

exerceront chacun sur leur territoire toutes les prérogatives du roi. Ils se comportent comme sous les rois Francs comme des propriétaires privées, il n'y a plus du tout d'idée de chose publique. Du 9eme au 12eme siècle l'Etat n'existe plus du tout, il fait place au système féodo-vassalique.

3. **La renaissance de l'écart du 12^e au XIII^e siècle.** A partir du 12eme siècle on constate en France une volonté royale de reconstruire l'Etat. Au Bout de 2 siècles le roi parvient à reconstruire l'autorité royale. Ceci va créer une réflexion théorique sur ce qu'est le pouvoir. Les théoriciens vont chercher à dépatrimonialiser le pouvoir, ils vont avoir recouru à une fiction et disent que le pouvoir appartient à la couronne. Les rois passent, la couronne reste. La couronne devient donc une entité immuable. Le concept de couronne est un 1er pas vers l'Etat.

C'est également à cette époque que l'on redécouvre le droit romain et le concept de *res publica* où le pouvoir est exercé au nom de l'Etat. En France la mise en place de l'Etat se fait par l'affirmation du pouvoir royal et de son indépendance au niveau interne (sur les seigneurs) et externe (sur le pape, sur l'empereur germanique).

III. La naissance de l'Etat moderne.

A. La République de Bodin.

1. **Définition de l'oeuvre.** La république est à prendre au sens de la chose publique. Bodin dans son ouvrage « les 6 livres de la république » dit que l'Etat est « le droit gouvernement de plusieurs ménages et de ce qui leur est commun avec puissance souveraine. » La souveraineté est l'autorité suprême. Cette souveraineté est pour Bodin le caractère essentiel de l'Etat.

2. **Définition des caractères de la souveraineté**

La souveraineté est publique, elle n'appartient à personne, elle appartient à un ensemble : l'entité publique, l'Etat.

La souveraineté est perpétuelle.

La souveraineté est absolue, elle est sans limite, elle implique l'indépendance.

La souveraineté est indivisible.

L'Etat tire de la souveraineté ses pouvoirs, ses pouvoirs en sont la conséquence. L'Etat peut prendre des formes diverses et variées selon le régime.

B. Le rôle de l'Etat, un Etat absolu et libéral

Après Bodin les penseurs politiques s'opposent sur la question de l'origine du pouvoir et l'étendue du pouvoir de l'Etat.

1. **L'opposition au niveau de l'objet de l'Etat.** Au 17eme on considère que le pouvoir est absolu, le roi a le pouvoir absolu dans le cadre du droit. C'est la conception traditionaliste du pouvoir. A la fin du 17eme la conception libérale du pouvoir apparait en Angleterre. L'Etat n'a ici pas de pouvoir absolu, pour les auteurs libéraux l'Etat doit être limité. John Locke considère que la fonction 1ere de l'Etat est d'assurer la sécurité de la propriété privée. Les penseurs libéraux s'inspirant de Locke définiront l'Etat comme un Etat gendarme. Le libre jeu des relations entre les individus permet de parvenir bien mieux au bonheur qu'un Etat trop présent.
2. **L'opposition au niveau de l'origine du pouvoir de l'Etat.** La conception traditionnelle du pouvoir ne considère que le pouvoir vient de dieu et est transmis au roi par le sacre. Pour les libéraux le pouvoir vient de l'homme, l'Etat est le fruit d'un accord entre les hommes.

L'Etat reçoit sa souveraineté des hommes, on peut donc reprendre le pouvoir au roi. Si le pouvoir vient de l'homme l'Etat perd son caractère sacré.

C. La révolution : triomphe de l'Etat de droit.

Montesquieu dit que l'Etat est la société où il y a des droits. Cette idée triomphe au moment de la révolution française (1789). Article 16 de la Déclaration des droits de l'homme : « toute société où la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des personnes déterminées n'a pas de constitution . » Donc un Etat est une société qui garantit les droits de l'individu. Hobbes est le premier à « inventer » l'individu qui sera ensuite consacré dans la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen. Chacun est égal devant l'administration.

IV.L'Etat aujourd'hui : entre attentes et répulsion.

A. L'Etat providence

L'Etat providence est une réaction à l'Etat libéral. En effet, pendant la reconstruction l'Etat libéral triomphe avec les bourgeois. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen consacre 4 fondamentaux :

- Liberté
- Propriété
- Sureté
- Droit à la résistance

Elle protège la propriété de ce qui l'on déjà. C'est donc une société bourgeoise qui triomphe et une grande partie de la population souffre de ce libéralisme, elle est exclut et pauvre. De plus, elle n'a pas accès à la politique réservée seulement aux bourgeois. Les catholiques sociaux vont sonner l'alerte et vont recevoir le soutien de penseurs notamment économiques (John M. Keynes). Keynes va développer l'idée d'Etat providence, qui va rapidement s'imposer à l'Etat libéral lors de la crise de 1929. Ceci montre que l'Etat libéral est un échec. L'Etat providence repose sur l'idée d'intervention, l'Etat doit intervenir dans le domaine économique mais aussi dans la vie quotidienne des citoyens. La sphère de liberté des hommes doit être diminuée par l'Etat. Cela se traduit par la mise en place des assurances sociales. L'Etat est plus présent mais cela signifie aussi que qu'il devient plus lourd (administration plus lourde) et plus chers (impôts deviennent plus lourds).

B. Du recul au rejet de l'Etat

1. **Les différents courants critiques contre l'Etat.** **Les sociologues** sont les 1ers à critiquer l'Etat. Ils soulignent le caractère artificiel de la puissance de l'Etat. Pour Weber et d'autre, la puissance de l'Etat repose sur une croyance qui est maintenue grâce à la bureaucratie. Cette bureaucratie est à la base un moyen de rendre l'Etat plus efficace. Avec l'alourdissement de la bureaucratie cette dernière change de visage et devient obscure et rigide. Cette dernière est donc aperçue comme un poids une superstructure destinée et inefficace qu'il faut réduire.

Les penseurs **néolibéraux** considèrent que l'Etat providence ne fonctionne pas. Ils pensent que les différentes crises sont dues à l'intervention de l'Etat et qu'il faut que ce dernier recule. L'Etat providence rend selon eux le peuple assisté et irresponsable car l'Etat est toujours là pour aider et soutenir.

Les Marxistes pensent que l'Etat est quelque chose de secondaire, qu'il est une superstructure destinée à assurer la domination de la classe dominante sur la classe dominée. L'Etat est donc une arme de domination. Marx souhaite à terme la disparition de l'Etat par la prise de pouvoir de la classe ouvrière.

2. **Vers un Etat meilleur ?** Les différents courants de pensée dénoncent tous la trop grande place de l'Etat. Aujourd'hui nous sommes les héritiers. L'Etat est dans une position ambiguë. D'un côté on a besoin de lui (aide sociale, emploi...) de l'autre on le critique. Nous pouvons remarquer que notre position face à l'Etat varie en fonction de l'économie. Lorsque nous sommes dans une période où l'économie marche bien on souhaite un recul de l'Etat mais en temps de crise on souhaite plus de régulation. Les gouvernements ont compris ce mouvement. Le débat n'est plus sur plus ou moins d'Etat mais sur « mieux » d'Etat. Il faut améliorer l'Etat sans qu'il soit trop présent. Ils créent des partenariats sociaux avec des associations. Certains pensent que ce partenariat entre public et privé est la solution cependant il pose un problème. En effet nous avons l'impression de s'adresser à un mur or les individus ont besoin d'interlocuteurs. Cet Etat tire sa souveraineté des individus.

Séance II. La Nation

I. Apparition de la Nation

La nation est le cadre de vie naturel dans lequel aujourd'hui existe le lien social et politique. Dans ce cadre de vie existe la solidarité entre les individus. Les membres de la nation sont solidaires par contre ceux qui ne font pas partie de cette nation en sont exclus. La nation est une entité qui rassemble et qui exclut. Nation vient du latin « nascere » (naître). La nation est purement imaginaire, elle rassemble des individus qui ne se connaissent pas forcément au sein d'une communauté artificielle créée par l'homme. Cette nation est fondée sur des critères variables qui distinguent les personnes qui font partie de la nation et ceux qui n'en font pas partie. La nation prend plusieurs formes, il existe plusieurs conceptions parfois opposées. La nation peut exister dans un Etat ou non, elle peut exister sur une autre structure.

A. Aux origines de la nation : étudiants et marchands.

Ce concept apparaît au moyen-âge seulement. Au moyen-âge « nation » désigne des groupements de personnes rassemblés du fait de leurs langues, de leurs origines géographiques, de leurs mœurs.

1. **Les premières universités** apparaissent au XIIe siècle. Elles sont très peu nombreuses, de ce fait elles drainent des personnes d'origines diverses. Ces étudiants vont être regroupés en nation, à l'université de Paris il y a 4 nations établies en fonction de la langue des étudiants : les picards, les normands, les Français (les latins), les Anglais.
2. On retrouve le même schéma pour **les marchands médiévaux**. Dans les grands ports on rassemble les marchands en fonction de leurs origines géographiques et de leurs langues. Ces groupes vont créer une solidarité en leurs seins. On a ici un des éléments de base de la nation.

B. La nation au sens moderne : l'avènement de l'Etat Nation.

1. **Nation et la souveraineté**. Il y a désaccord entre les politologues qui croient que la nation née au 18e siècle pendant la révolution française et les historiens qui considèrent qu'elle est née antérieurement et qu'elle connaît son âge d'or au 18e. L'idée moderne de la nation va émerger dans les pays où le concept d'Etat apparaît le plus tôt (la France, l'Angleterre, l'Espagne). Le concept est lié à l'existence d'un territoire stable avec des frontières établies, à la présence d'un Etat.
2. **La Guerre de 100 ans**. En France le roi Philippe 2 Auguste (1180-1223) a eu un rôle déterminant, il stabilise la capitale à Paris pour que l'administration royale soit en sûreté, il commence un travail de concentration des pouvoirs (normatif, judiciaire, fiscal...), le titre porté par le roi change de « roi des francs » à « roi de France ». Il ne dirige plus un groupe

humain, il est à la tête d'une entité humaine, la France. De plus il gagne la bataille de Bouvines pendant laquelle il décide de convoquer les Français, qui répondront présent. Les Français ont conscience qu'ils doivent défendre leur territoire face à un envahisseur étranger, ici se crée le sentiment d'être français, de faire partie d'une communauté. La nation se crée dans une opposition à l'étranger. La Guerre de 100ans oppose 2 peuples qui ne parlent pas la même langue. Les 2 peuples enclenchent une très forte xénophobie à l'égard de l'adversaire. Ces 2 nations se construisent face à face.

3. **Nation anglaise et la nation française.** Pour les **Anglais** la nation se crée autour de la langue, l'anglais est parlé par le peuple et l'élite anglaise parle le français. A la fin de la guerre perdue par l'Angleterre, les décideurs anglais décident de parler uniquement l'anglais. L'Anglais est parlé par l'ensemble des Anglais, de plus on impose la coutume de l'époque des rois anglais. C'est ici qu'est créée une communauté autour d'une langue commune, d'une coutume commune (racine de la Common Law).

En **France** ce n'est ni la langue ni les coutumes qui va unir le pays. En France l'unité vient de la soumission à un roi unique pour l'ensemble des populations. Un élément va aider le roi, tous les français ont le sentiment d'être le peuple élu de dieu. Dieu à choisi la France, se sentiment très présent à l'époque, renforce les liens entre les Français. Les 2 nations se créées différemment l'une sur la langue et les coutumes l'autre sur une personne. *Il ne faut pas confondre nation et patrie. Du latin « pater » (le père) la patrie correspond à la terre de nos pères au lieu ou l'ont n'est né.*

II. Les définitions contemporaines de la nation.

Au 18eme la nation n'est pas encore une notion arrêtée. Le concept apparaît réellement pendant la révolution française avec le concept d'Etat Nation. L'abbé Sieyès se fait connaître par la publication de « qu'es que le tiers état . » Il développe dans cet ouvrage l'idée que la souveraineté est détenue par la nation. C'est la nation qui doit exercer la souveraineté.

A. La conception française : la nation des lumières.

1. Selon **Sieyès** « *la nation est un corps d'associé vivant sous une loi commune et représenté par une même législature.* » la nation est donc une association, il y a volonté. La nation une association de volontés libres. Ces membres manifestent la volonté de vivre ensemble, sous la même loi. Une nation est un contrat, elle n'est pas liée à l'origine, au sang, au territoire, elle est liée à la volonté. La nation est une conception politique est non naturelle. Les différentes nations sont le fait qu'il existe différents régimes politiques.

2. Cette **conception est universaliste**, elle est ouverte à toute personne qui adhère à ses principes. Dans cette conception on peut entrer dans la nation et en sortir ce qui n'est pas le cas si la nation est naturelle. Selon **Renan** « *la nation est un plébiscite de tous les jours .* » Il faut adhérer à un système de valeurs. Dans cette conception l'Etat doit être conçu pour que l'exercice de la souveraineté soit un fait de la nation. Dans l'esprit des révolutionnaires cette nation a vocation à embrasser l'ensemble du monde. Les guerres napoléoniennes seront motivées par cette idée d'aider les peuples à accéder à ce modèle. *Kant lui considère que cette conception si elle triomphait permettrait d'obtenir la paix perpétuelle car il y aurait adhésion de tous à des valeurs communes.*

B. La conception allemande : la nation romantique.

1. **Contexte d'apparition.** Elle apparaît au début du XIXe en Allemagne sous plusieurs facteurs assez particuliers. Premier constat, l'Allemagne n'existe pas, pas en un Etat. Malgré cela, on a une communauté qui existe avec une même langue, une même culture, une même histoire, des mêmes coutumes... On a en réalité une communauté allemande, un même peuple. Beaucoup d'allemands approuvent la Révolution, néanmoins, l'arrivée au pouvoir de Napoléon perturbe l'adhésion des Allemands à la Révolution. Et le milieu intellectuel allemand va critiquer la lâcheté allemande. Alors que pour eux il y a en eu des qualités supérieures du peuple allemand.
2. **Le Romantisme politique.** Apparition d'un courant de pensée, la conception romantique qui rejette la conception des lumières. Par exemple l'adhésion à la nation se fait par l'histoire. Elle est formée de gens qui considèrent qu'ils ne sont pas nés au bon moment. Et donc, ils vivent dans les années 1820, 1825 où il ne se passe rien. Quelque chose de nostalgique. Il a tendance à exalter le passé. Regretter une époque qu'ils n'ont pas connue. Ainsi ils vont se tourner vers le passé pour l'embellir, l'idéaliser. Et considérer que la racine du peuple allemand se trouve loin dans le passé. La langue remonte à loin. Ils considèrent qu'elle n'a jamais été métissée, avec le latin par exemple. Ils vont donc développer cette idée, la généralisée et considérer que les Allemands sont un peuple pur. Une race, la race allemande. La conception allemande est fondée sur l'idée de pureté, ce qui implique que l'on débouche sur une conception de la nation qui est fermée. Conception opposée à la conception française... On débouche donc sur un très fort nationalisme. À partir de là on le retrouve dans tous les domaines (économiquement, philosophiquement, dans le domaine du droit...).
3. **L'apport de Fichte.** C'est l'homme qui incarne cette conception, un professeur, philosophe, qui a vécu au tournant du 18ème au XIXe siècle. Il va évoluer et se révolte contre la faiblesse et la passivité du peuple allemand face à l'invasion napoléonienne. Il nous dit que l'homme allemand se caractérise par son amour, son attachement à la nation allemande, nation à laquelle il privilégie tout. Et donc il doit déboucher à un Etat unitaire. On est allemand car on est né sur le sol allemand. C'est le droit du sang. Il se maintiendra jusqu'en 1999. Le seul but néanmoins pour Fichte est l'unification.
4. **Les dérives.** Naissance de la race arienne, sur cette base. Puis théories sur l'extension car il faut récupérer tous les peuples allemand, la race allemande. Cela va essayer de le mettre en place **Hitler**, base de la deuxième guerre mondiale.

C. La Nation remise en cause ?

1. Le nationalisme et sa critique

1. **L'idée actuelle de la nation.** La nation se forge dans la défense, sa défense. Dans les valeurs qui l'incarne ou de l'identité qu'elle s'est forgée. Donc elle se définit dans l'opposition contre ceux qui ne partagent pas ces valeurs. Qui dit nation dit quasiment sûrement conflit. C'est dans le conflit qu'elle se soude. La plupart des guerres européennes sont liées à ces idées. Mais on les retrouve également très récemment en Serbie, en Russie, au Japon pendant la 2ème guerre mondiale.
2. **Les sources du nationalisme.** Ce nationalisme vient pour la plus part XIXe, avec la révolution industrielle. Ça se traduit par beaucoup de flux migratoires. Donc ces populations périphériques vont essayer d'adopter la culture dominante. Mais aussi beaucoup de déracinement. C'est également le siècle du triomphe de l'individualisme. Elle va détruire les conceptions familiales d'origine. La mort des communautés traditionnelles. Hors l'homme est un animal grégaire. Aristote disait qu'il est un animal politique. Ors le 19ème a détruit ces groupes, il va donc devoir en créer des nouvelles. Cette communauté c'est la nation. Il va

falloir trouver des liens. Ce travail va être relayé par la presse qui va se faire le relais des valeurs nationales, le sentiment national, cela par l'école.

- 3. Des conséquences contemporaines.** Ce travail de fond va permettre qu'à la fin du 20ème siècle que le sentiment national est si fort que l'on est prêt à donner sa vie pour la nation. La première guerre mondiale va provoquer la condamnation du Nationalisme. Il devient donc synonyme de sang, de fanatisme, de xénophobie. Puis il est accentué par la deuxième guerre mondiale. Ainsi dès 1919 on va essayer de contrôler, d'encadrer les nations. Mise en place des premières organisations supranationales. On va essayer de leur créer des buts communs. UNESCO : patrimoine commun de l'humanité. La paix, maintien de la paix dans le monde... Malgré cela le nationalisme c'est pas mort, on le voit réapparaître. Comme en Yougoslavie, ou des discours Xénophobes que l'on entend ponctuellement en Europe. Cela reste pour l'instant la société marginal, néanmoins c'est un retour qui peut faire réfléchir.

2. La nécessaire redéfinition de la nation.

La résurgence d'un nationalisme apparaît très surprenante. Car la nation semble aujourd'hui un concept dépassé. Car les problèmes actuels de la société sont des questions qui ne peuvent pas se régler à l'intérieur de l'Etat. Ce qui fait que la nation est confronté à deux difficultés.

- 1. L'Allemagne, le problème de la réunification.** Depuis la seconde guerre mondiale son nationalisme, est un tabou. De plus après la 2 guerre, l'Allemagne a été divisée. Pendant cette division on a retrouvé les idées d'avant l'unification. De nouveaux questionnements, liés aux théories remises en causes à la fin de la seconde guerre mondiale. Comment définir la nation allemande ? Elle essaye de se reconstituer sur un modèle français : des valeurs : l'Etat de droit, le fédéralisme, attachement renforcé : peuple histoire certes mais on a réussi à reconstruire l'Allemagne. Ce sur de nouvelles bases. Néanmoins, cette reconstruction est fragile, décalage entre l'est et l'Ouest. À l'est on retrouve (de façon marginale) un renouveau des idées romantiques. De plus il est compliqué par le fait que cette nation est dépassé.
- 2. Le problème de la construction européenne.** Dépassé par la question de la supranationalité. Question qui est tout particulièrement vive en Europe. Qui remet en cause l'Etat Nation. Les réactions, prône le repli sur soit comme les partis souverainistes. C'est un peu la fille de la conception romantique. L'idée que chaque nation a une histoire propre. Ainsi on ne peut ouvrir l'union européenne aux autres pays. D'un autre côté on prône aussi la mise en marche vers une nation européenne. Conception française, idée qu'il y ait un certain nombre de valeurs communes aux pays européens. Et là on retrouve le rêve de Kant sur la paix perpétuelle.

Séance 3. La citoyenneté

Introduction

La citoyenneté : notion très actuelle ; idée de sens civique, idée que le citoyen a des devoirs. Aujourd'hui elle pourrait donc apparaître comme une valeur refuge à l'idée selon laquelle il y a des mauvais et des bons citoyens.

I. Définition

Le terme citoyenneté vient du latin *civis* : le citoyen ; lié à *civitas* qui veut dire en latin la cité mais aussi la citoyenneté. Traduction latine d'un terme grec : *polis*, la cité. Cité qui doit être prise au sens organisation politique. Le citoyen est celui qu'est rattaché à cette cité. La citoyenneté est l'Etat de citoyen. C'est en réalité un lien social entre un individu et une communauté politique, la cité ou l'Etat. Le citoyen est donc un homme qui, parce qu'il est intégré à cette communauté, va disposer de droit civil et civiques.

II. La citoyenneté idéale : la citoyenneté des anciens

A. L'invention de la citoyenneté : la Grèce antique

Platon dit que citoyen c'est le nom que se donnent les hommes à l'intérieur de la cité. Celui qui est dans la cité est citoyen. C'est donc une communauté d'hommes semblables, car ils ont le même rôle politique.

- L'homme un animal civique.** Aristote dit l'homme est un animal politique, il vit nécessairement que dans une communauté politique il n'est homme que parce qu'il vit dans une cité. Toute l'activité des Grecs est lié à la cité. Cette citoyenneté n'ait est caractérisée que par l'attachement au sol.
- L'autochtonie :** Le héros de parents citoyen **nait citoyen**. C'est héréditaire, né dans la cité de parents citoyen. Rejet de l'extension de la cité aux personnes qui n'y sont pas né. C'est en quelque sorte un droit du sang.
- La liberté politique.** La liberté du citoyen chez les grecs se traduit par **trois choses, l'isonomia** (égalité devant la loi) ; **l'isegoria** (égal droit à l'élaboration de la loi) ; **l'isocratia** (égalité d'accès au pouvoir). Le citoyen est libre que s'il s'implique dans la vie de la cité. **Périclès** « *les citoyens qui ne participe pas à la vie de la cité sont des êtres inutiles.* » Cette vision distingue le grec du barbare, par la langue et par la liberté. La liberté grecque est le droit d'obéir qu'à la loi que l'on a élaboré.
Néanmoins certaines cité grec connaissent des idées différentes. Comme Athènes où les citoyens connaissent aussi des libertés individuelles, où on est libre de faire ce que l'on veut dès lorsque l'on respecte la loi.
Ces visions concerne les citoyens grecs, mais cela a une portée limitée. En effet, la citoyenneté concerne que les hommes, qui ne sont pas des étrangers, majeurs et pas esclave. Ainsi, cela représente environ dix ou vingt pour cent de la population.

B. La citoyenneté universelle, la Rome antique.

1. **La conception Romaine de la citoyenneté.** Rome construite à un endroit qui est un carrefour, c'est donc une cité ouverte, contrairement aux cités grecques qui sont fermées par leurs géographies. Cela explique que les romains ont une conception différente d'une citoyenneté. Déjà vous êtes citoyens en vous installant à Rome (conception ouverte). On ne trouvera jamais un *numerus clausus* (nombre limité de citoyens 300k de personnes). Cette communauté de **citoyenneté juridique, c'est un lien de droit**. Ainsi les citoyens romains peuvent très bien ne rien partager si ce n'est les droits et les obligations, la citoyenneté. Ainsi la conception est universelle, le monde entier peut devenir romain. La contrepartie c'est que les romains vont développer un esprit de grande tolérance. Conséquence logique, l'Edit **de Caracalla de 212**, qui décide d'étendre la citoyenneté romaine à l'ensemble des habitants de l'Empire. Les romains donnent assez facilement la citoyenneté à des étrangers, mais aussi à des esclaves à condition qu'ils soient affranchis, libérer, (néanmoins elle n'est pas pleine car le nouveau citoyen ne pourra pas se faire élire comme magistrat). Ils sont allés jusqu'à donner la citoyenneté à un groupe entier (nouveau peuple conquis).
2. **Les conséquences de la citoyenneté.** Le citoyen romain en principe participe politiquement à la vie de la cité. En pratique on en est loin car en ville on ne retrouve que le pouvoir est confisqué par une oligarchie (les grandes familles) sous la république. Puis à l'époque impériale, cela passe par une confiscation des lois par l'empereur. De plus, la raison de ce décalage c'est que Rome est beaucoup plus grande que les villes grecques (empire romain, environ 50 millions de citoyens romains) donc il est impossible de réunir tous les romains pour l'élaboration et le vote des lois. Application du droit romain aux citoyens, ils sont soumis ainsi qu'à la justice romaine, ils jouissent donc d'un droit civil. De plus, cela leur donne un moyen d'identification par rapport au reste de la population.

C. De la citoyenneté des anciens à la citoyenneté des modernes.

Les penseurs du 18^e siècle considèrent que les organisations politiques antiques sont des modèles.

1. La citoyenneté selon **Rousseau**. Pour lui ce qu'il faut retenir du modèle athénien c'est une notion de citoyenneté participative. Qui se retrouve *consacré dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789*. Rousseau considère que l'homme est naturellement bon, mais que dès l'apparition de la propriété, il est devenu mauvais.
2. **La déclaration des droits de l'Homme de 1789**. On distingue homme et citoyen dans cette déclaration. Les auteurs considèrent qu'en fait l'homme poursuit un intérêt privé, individuel. L'homme qui vit dans la communauté politique s'inscrit dans la poursuite de l'intérêt commun. Ainsi pour les auteurs de la déclaration le citoyen est plus important que l'homme. La déclaration considère que l'Etat du citoyen protège l'homme en lui faisant quitter un Etat qui est potentiellement dangereux (comme Hobbes, il considère que l'homme est menacé, l'homme est un loup pour l'homme). Et donc la communauté politique est un moyen de protéger l'homme contre ses semblables et contre lui-même. Ce citoyen est le fondement de la liberté politique.
3. La conception de **Locke**. Conception plus libérale, posée par le père du libéralisme politique. Il considère que l'homme avant la communauté politique est bon et heureux. Pourtant il va quitter l'état de nature et donc il est hors de question qu'il soit plus malheureux dans son nouvel Etat. Pour lui, la citoyenneté doit avant tout protéger la liberté humaine plus que signifier participation politique. Cette citoyenneté libérale doit avant tout être une citoyenneté qui assure la liberté individuelle de l'homme. On touche à une grande opposition entre la citoyenneté des anciens et celle des modernes.

4. L'apport de **Constant**. Dans son *discours de 1819* vas distinguer la liberté des anciens et celle des modernes. Celle des anciens et la liberté au sens grec du terme, on est libre par ce qu'on accepte la loi à laquelle on sera soumis. La liberté des modernes est une liberté individuelle tournée vers la « jouissance privée » des citoyens. On fait ce que l'on veut, on participe si on le veut ou pas.

III. La citoyenneté des modernes : une citoyenneté en crise.

A. Les fondements de la citoyenneté moderne.

Les sociologues considèrent qu'elle est fondé sur trois éléments :

1. Un **statut juridique** qui donne à son détenteur des **droit et obligations, d'ordre civil**. Ce sera la liberté individuelle, limitée par le respect de la liberté d'autrui. Ce qui implique de se soumettre à la loi. Il donne également des droits **en matière politique**. Le droit de participer à la vie politique. Enfin, il donne des **droits sociaux**. Principe de solidarité, de redistribution des richesses. Donc c'est un statut juridique.
2. Il donne aussi des **compétences politiques**. Un intérêt pour les affaires publique. La notion a évolué, pendant longtemps était considéré pouvant participer à la vie politique que les gens qui payaient des impôts. Aujourd'hui on considère que dès lors que l'on est majeur on est intéressé par la chose publique.
3. Il faut des **qualités civiques**. Des qualités morales, exigées de tout citoyen. Sens civique, intérêt commun. Morale républicaine, respect des valeurs républicaines.

Sur la base de ces principes la citoyenneté permet d'uniformiser les droits et obligations du point de vue juridique. Il peut y avoir des inégalités naturelles, mais on aura tous les mêmes droits et obligation vis-à-vis de la société.

B. Critiques et difficultés de la citoyenneté.

1. Un concept déracinant.

Le concept de citoyen a été attaqué très tôt. Dès 1789 en Europe, avec la révolution française, car ce a faisait peur, c'est ainsi que certains penseurs se sont penchés sur le sujet.

1. **L'opposition des contres révolutionnaires**. Pour les auteurs qui vont critiqué cela, ce sont des concepts abstraits et donc condamnable. Ils sont appelés les contres révolutionnaires. Parmi eux, Helmut Burke, Joseph de Maistre, Mauras, ils sont considérés comme contre révolutionnaires.

Burke considère que la citoyenneté déracine l'homme en lui faisant perdre son passé, le contacte avec celui-ci. En devenant un citoyen l'homme devient le membre d'une communauté, nouvelle, artificielle, qui n'est pas une communauté d'origine. Hors c'est dans celles-ci que l'homme trouve ses racines. La révolution a supprimé les liens qui existaient entre les hommes et qui étaient indispensable à son équilibre. Il propose de suivre un autre modèle, l'anglais. Qui repose sur le respect par l'Etat des groupes, des communautés qui existent depuis des siècles. La Magna Carta protège l'existence de ces communauté. On ne veut pas couper les liens construit sur une histoire. C'est cette conception qui est à la base du melting-pot américain.

Le romantisme allemand rejoint très largement la contre-révolution sur le fait que c'est l'histoire qui fonde la communauté. Ils considère que c'est une communauté unique que se construit la société. Eux aussi critique les principes abstraits de la citoyenneté.

Ces conception sont rejeté en France. Ainsi on oublie toutes les autres attaches ou on les considèrent comme secondaires.

2. **Le droit à la différence.** Les idées contre-révolutionnaires restent d'actualité. Elle retient notamment que **la citoyenneté reste un concept très abstrait**. Les liens qui existe, de famille, de sang, de voisinages, religieux, sont plus fort que ce lien de citoyenneté car on se comprend. Pourtant cette citoyenneté devrait être le lien premier. Ce qui fait qu'aujourd'hui on a l'impression qu'il existe une multitude de citoyenneté. Néanmoins quand il y a des menaces de l'extérieur cela remplace le lien de citoyenneté ou alors lors d'événements sportifs. Au contraire de la citoyenneté on voit depuis les années 60, l'apparition d'organisation qui demande un droit à la différence. Par exemple demande de la reconnaissance de discriminations négatives passées (demande de pardon, devoir de mémoire). Mais également, le rejet, d'un modèle culturel, du modèle culturel national. Qui repose sur l'abandon des populations qui entre de leurs modèles culturels d'origine. On a aussi un conservatisme culturel, se traduisant par la résurgence de langues et cultures régionales, et on assiste à un retour en force du régionalisme. Enfin on assiste à l'invention de nouvelles identités, pour se détacher de l'uniformité, se détacher de la masse qui est amené par la république. Comme par le renouveau spirituel. Se traduit également par des mouvements philosophiques, comme le rejet de la société de consommation. Face à ces demandes on a des propositions de sociologues qui tendent à faire évoluer la notion de citoyenneté. Comme **l'évolution vers une société multiculturelle**. Cette position montre bien que le lien de citoyenneté est malade.

2. La citoyenneté face à l'exclusion.

Pour qu'elle soit effective, l'égalité juridique doit s'accompagner d'un certain nombre de droits économiques et sociaux. *Les plus déshérités ne sont pas affiliés à la sécurité sociale, ne profitent pas de la solidarité, fondement de la société*. La république a perçu le danger de cet aspect, c'est dans cet esprit qu'a été créé le RMI mais aussi le RSA. Intéressant car fondé sur un lien contractuel entre la société et celui qui le perçoit, obligation de l'allocataire de chercher un emploi. Ce qui est contraire avec l'esprit du citoyen, la solidarité tel quelle a été conçut à l'origine.

3. Citoyenneté et remise en cause de l'Etat nation.

1. **Le dépassement de l'Etat.** Le fait que l'Etat aujourd'hui soit dépassé par des structures supranationale entraine la remise en cause de la citoyenneté. Proposition de mettre en place une citoyenneté supranationale (volonté des alter mondialistes). On ne tire pas les conclusions de la contre-révolution. Cette citoyenneté serait une très grande abstraction, ce qui entraine un repli sur soit même.
2. **La citoyenneté européenne. Art 8** toute personne ayant la citoyenneté a la citoyenneté européenne. Ce qui implique le droit de circuler librement, de séjourner librement. Le droit de voter et de se présenter aux élections dans les Etats membres pour les élections européennes et municipales. Enfin cela implique le droit de demander et d'exercer un travail dans n'importe quel Etat membre. Elle ne remplace pas la citoyenneté des Etat membres, elles se superpose. Le problème c'est que la majorité des gens n'est pas consciente d'en bénéficier. De plus l'Europe n'est pas une construction solide. Puis elle, n'a pas ou peu de légitimité démocratique (seul le parlement est élu). Abstraction qui entraine un repli sur les citoyennetés nationales.

3. **La citoyenneté locale.** Ainsi la citoyenneté que perçoit Loke a triomphé, ce qui importe plus les citoyens ce sont les droits civils. La liberté qui s'impose aujourd'hui est la liberté des modernes, la liberté individuelle. Ce qui entraîne la crise de la citoyenneté, qui est avant toute la crise de l'Etat. Ils n'arrivent plu a faire adhérer les populations à un but commun. Ils essaient de trouver des solutions. Nait l'idée de citoyenneté locale. En France les lois de **décentralisation de 1982** en sont le reflet. Comme par exemple des élections locales. Dont le but est de faire percevoir aux citoyens que l'on vote pour des gens que l'on connait et pour une action politique que l'on ressent immédiatement. Cela est le moyen de recréer du lien entre les citoyens, de les intéressés de nouveau à la vie politique. Le travail des politiques des contraindre la liberté individuelle de **laisser une place à la liberté collective.** Aujourd'hui on essayi donc de retrouver une solution médiane. Les **Grecs** considérer en effet que s'il n'y a pas d'intérêt pour la chose publique, il n'y a pas de cité. C'est ce qu'on compris les politiques et c'est pour cela qu'il se battent.

Séance 4. LE PACTE SOCIAL

1. **Définition** : c'est l'idée selon laquelle toute société serait construite sur une convention conclue entre les membres de la société. Elle fait naître un lien social qui est la base de la société. En plus, il prévoit de quelle manière doit être organisée la société. Cet accord de volonté entraîne un échange de prestation, une réciprocité d'engagement. Cette idée c'est la raison d'être de l'organisation politique.
2. **La dualité du pacte social**, ce traduit par **un premier pacte qui intervient entre les membres de la société.** Celui-ci fait naître la société, on passe du statut d'individu à celui d'associé, de citoyen. À côté, il y a un pacte de suggestion, un pacte de soumission qui est conclu **entre les associés, et l'organisation politique.** Ces deux pactes sont liés, c'est parce que l'on crée la société que l'on crée l'organisation politique. En créant la société, les individus abandonnent leur pouvoir à la société.

I. Aux origines du pacte social

Cette idée triomphe dans les idées des penseurs politiques du XIXe siècle. Notamment Rousseau avec le contrat social. Néanmoins ce n'est pas le premier à en parler.

1. **La Grèce antique.** Les philosophes grecs se sont beaucoup interrogés sur ce qui est commun aux êtres humains, et surtout ce qui fait naître la cité. Dans cette réflexion, les Grecs ont élaboré deux thèses.
La première est l'idée selon laquelle la cité trouve son origine dans un ordre *supra-humain*. **La cité aurait donc été créée par la nature, par les dieux.** Ce qui fait que l'homme ne peut pas vivre en dehors d'une société. C'est notamment le point de vue **d'Aristote.**
Une autre thèse considère que la **cité peut être le fruit de la volonté humaine**, donc que c'est un accord entre les hommes qui crée la société. Thèse défendue par **Platon** et les démocrates athéniens. Celle-ci présente un intérêt particulier, car contrairement à la précédente, on peut modifier la cité. Ainsi elle donne une plus grande liberté aux Hommes.
2. **Le Moyen Âge**, la société médiévale est *marquée par la féodalité.* Donc un contrat entre le vassal et le seigneur. C'est cela qui a fondé la société du moyen âge, qui fonde toute la société. **On constate de plus que le contrat est partout, dans cette société,** tout le monde est intégré dans un système contractuel. Il y a toujours un puissant (seigneur...) qui protège le corps de la société (les manants...) en échange de services, des taxes, des corvées. La société médiévale se caractérise donc par le contrat, et une absence d'État, ce qui ne signifie pas que c'est une anarchie. Par ailleurs ces différents contrats ont toujours la même base, une partie qui abandonne sa liberté en contrepartie de la protection. C'est cela qui sera à la base de notre pacte social aujourd'hui.
3. **Thomas d'Aquin**, sans doute le plus grand philosophe du XIIIe siècle. Il essaie de rapprocher la philosophie grecque avec la doctrine chrétienne. Ainsi il considère que **la cité des grecs n'est pas une société naturelle**, l'homme naturellement ne s'organise pas en société, contrairement à la famille. Il en déduit donc, qu'il faut une motivation pour cela qui est le but de la communauté (le bien commun). **Ce bien commun est une conciliation entre intérêt général et l'intérêt particulier** (l'exemple du blé). *Il invente pour cela le principe de subsidiarité.* Principe selon lequel chaque individu, membre d'une société, va avoir une sphère de compétences, de liberté, et il va l'utiliser pour atteindre son but. Par contre pour ce qui est des questions de l'intérêt général, c'est à la cité qui va l'assumer. C'est sur cette base que sont construits les États-Unis par exemple, ou l'Union européenne. La cité née donc de l'accord entre les individus, qui vont la créer pour atteindre ce bien commun.

4. **L'École de Salamanque et les Monarchomaques**, auteurs du XIV^e siècle. Dans l'école Salamanque on trouve **Vittoria et Suarèz**. Ils s'intéressent à la question du détenteur du pouvoir, à leurs époques c'est le roi. Ils cherchent d'où vient son pouvoir. Ils en déduisent que ce pouvoir est à l'origine détenue par la collectivité qui remet ce pouvoir au gouvernement, par différents types de moyens, le plus intéressant étant le moyen contractuel. Dans ce cas, il y a **nécessairement des obligations réciproques** (distingue la forme contractuelle de la tyrannie). Si le gouvernement manque à ces obligations, il sera un tyran. Autre conséquence, comme il y a contrat, le peuple n'abandonne pas le pouvoir, remise qui n'est pas définitive. Idée qui vas trop loin leurs goûts donc arrêtent leurs raisonnement.

Les Monarchomaques, vont plus loin dans le raisonnement. Leurs noms signifie ennemi du monarque. Ils disent que le roi devient donc un tyran, qui dit tyran dit violation du contrat dit non respect du peuple, donc on pourra l'éliminer, doctrine du tyrannicide. Pour eux, ce n'est que la reprise du pouvoir par le peuple. Les catholiques ont reproché le comportement du roi.

Par cette conception contractuelle, on considère que le peuple acquière un droit de regard sur ce que fait le gouvernant de la délégation du pouvoir, le contrôler.

II. L'état de nature

A. L'école du droit naturel et l'invention de l'état de nature

1. **Grotius (1543-1645)** va lancer la notion de l'état de nature. Il va s'interroger sur le droit européen et se pose la **question de la légitimité de la loi** car elles sont variées selon les pays ce qui implique une grande relativité. Il retient donc qu'elle sont différentes à cause de la différence des organisations politique. Il va chercher quelque chose qui justifie que les lois se rapproches. Si au-delà des spécificités entre les Etat il n'y a pas un droit commun. Un droit naturel. Cela pourrait être le droit des hommes avant la naissance des Etat. Il va inventer la notion d'Etat de nature. *On va placer l'homme dans une situation qui serait la sienne avant la société.*

2. **La théorie de l'état de nature**, étudie donc comment les hommes se comportent à l'Etat de nature, ce sont les hommes qui produisent les règles eux-mêmes. Ces règles, le respect de la parole donnée *pacta sun servenda*, ou le respect du bien d'autrui. Son utilité va être large. Si on étudie l'homme avant la société, on va donc comprendre pourquoi l'homme créer la société. Il y a donc égalité, ce qui fait que la société ne peut naitre que d'un contrat. Il débouche nécessairement sur une relation contractuelle. Du fait que tous les hommes sont égaux, aucun homme n'a naturellement le droit de commander les autres. Ce qui signifie que le droit de commander à une origine humaine.

3. **Pufendorf (1632-1694)**, un des disciples de Grotius va préciser cette notion. Il va dire que l'état de nature à trois éléments.

L'état de nature **permet de distinguer l'homme des autres animaux**. Il permet de trouver ce qui est le propre de l'homme par rapport aux animaux, le langage, la raison...

Ensuite, il permet de **montrer la nécessité de la société** et de l'organisation politique. De là on va pouvoir comprendre pourquoi il y a une organisation sociale et d'où elle vient. C'est ce qui nous intéresse dans ce cours.

Enfin cette fiction permet de **montrer que le vide n'existe pas en matière juridique**. Et que même quand il n'y a pas de société, il y a du droit.

B. Les différentes approches de l'état de nature

- 1. Hobbes (1588-1679)**, Premier à réfléchir sur cette notion d'état de nature après Pufendorf. Il a connu la révolution anglaise, qui a aboutie à la décapitation du Roi. Mais aussi quand il était tout jeune a connu une peur d'invasion, tentée à la fin du 16^e par l'invincible armada des Espagnoles. Hobbes est donc un homme qui va passer toute sa vie dans la peur. **Pour lui l'état de nature est un état dangereux**, l'homme placé dans l'Etat de nature, n'a pas de morale, il n'a que des désirs, et avant tout de domination et de gloire. Ce qui entraîne une concurrence entre ces désirs, ainsi de guerre perpétuelle (*l'homme est un loup pour l'homme*). Cela peut entraîner son extinction.
- 2. Locke (1632-1704)**, a une conception de l'Etat de nature **opposée à Hobbes**. Pour lui l'homme est heureux à l'état de nature. C'est un Etat dans lequel les hommes sont libres et égaux (ils vivent dans un cadre familial). Mais, pour lui, il y a la propriété dans l'Etat de nature. *Il décide de quitter l'état de nature car la propriété - principe naturel - entraîne le droit de se faire justice soit même*. Cela peut nous mettre dans une situation inconvenante et on va ainsi passer sa vie à se battre pour conserver cette propriété. Ca devient donc une contrainte, et si c'est une contrainte, cela entraîne le malheur de l'homme. C'est pour cela que **l'on sort de l'état de nature pour arriver au bien être**. Cela devra aboutir à une amélioration de la situation. Il faut donc trouver une organisation politique qui ne contraindra pas cela. C'est une stabilisation de l'Etat de bonheur.
- 3. Rousseau ()**, dès 1750, il publie *le discours sur les sciences et les art*. Où il part du principe que l'homme est corrompu par la société, la civilisation, c'est un mal et, les lettres et les art ne sont que des choses qui n'apportent pas de bonheur à l'homme. Il prolongera cette idée dans le *discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*. Dans cet ouvrage, il vas chercher d'où vient cette inégalité. Il remonte **donc à l'Etat de nature**. **Pour lui, l'état de nature est un état dans lequel l'homme est heureux**. Par contre pour lui, la vie dans cet état est différente, il considère qu'il vit comme un animal, il ignore le langage, la famille, la raison car la nature fournit tout à l'homme. C'est un état parfait. Il y a un **deuxième temps**, la naissance de l'humanité. La fin arrive avec la découverte de la métallurgie et de l'agriculture. On va s'approprier le sol, entrer dans la propriété. Car elle fait naître l'inégalité, des tensions des violences et donc le malheur de l'homme. *Avec la propriété il passe par trois stades de l'inégalité*. Dans un premier temps on a des riches (ceux qui ont la propriété) et les pauvres (ceux qui batifolent). Ensuite les riches essaient de conserver leurs propriétés, on passe ainsi dans les gouvernant et les gouvernés. Pour aboutir à l'esclavage. Une fois qu'on a quitté l'âge d'or, on ne peut pas y revenir. Et pour sortir de cette situation, il faut faire un contrat social, publication du *contrat social*.

III. Les différentes conceptions du pacte social

- 1. Hobbes**, considère que la sortie de l'Etat de nature se fait par l'abandon de l'ensemble de leurs droits et **libertés qu'ils vont remettre au Léviathan**. Cette créature en échange, va assurer leurs sécurités. Il dispose pour cela du monopole de la violence légitime. Cette organisation est voulue par les hommes qui forme une communauté, un corps social qui renonce à ses droits. C'est donc (le léviathan) l'expression de cette volonté. Chez Hobbes il y a donc qu'un pacte qui associe ces individus, celui de l'abandon des liberté. Celui qui lie les citoyens et les autorités ne se retrouve pas. C'est donc une donation et non un contrat. C'est *la plus parfaite théorie d'une monarchie absolue*.

2. **Locke**, pour qui l'homme à l'état de nature est heureux. Dit que **le pacte social qui est mis en place doit maintenir ce bonheur**. Et donc maintenir les droits inhérents à ce bonheur. Le premier rôle de l'Etat sera de rendre justice. C'est un Etat limité à un certain nombre de prérogatives, comme protéger la propriété. Il invente donc l'Etat libéral. On y retrouve donc les deux contrats. L'association des individus, et ensuite, en contrepartie, l'autorité s'engage à protéger les droits de l'homme. Néanmoins, s'il ne protège pas les droits naturels, *s'il les viole, on peut le renverser*. Cette théorie trouvera plusieurs applications, aux Etats Unis par exemple.
3. **Rousseau**, considère que **l'on ne peut pas revenir à l'état de nature**. Il faut arriver à sauver ou à restaurer la liberté et l'égalité naturelle de l'homme. Cette organisation va devoir faire en sorte que l'homme n'ai pas de maître, qu'aucun homme n'ai une autorité sur les autres. Cela va se faire en deux temps. Dans un premier temps chaque homme abandonne ses libertés individuelles. Ensuite on va considérer que cette communauté est souveraine. C'est donc ce corps qui doit gouverner. Si on dit cela on a réussi à concilier l'idée d'autorité et de corps social. Les hommes sont ainsi libres et égaux. Son application c'est la démocratie. *Cette souveraineté est nécessairement illimitée, indivisible, et absolue*. Si on regarde bien Rousseau et Hobbes se rejoignent la différence vient du détenteur de l'autorité.
4. La chute. On oppose donc **deux conceptions**. Soit (1) le pacte social vient conserver les rapports entre les individus, soit, (2) on quitte l'état de nature et le pacte social fait naître des rapports juridiques. Ces théories nous montrent que l'Etat est une conception humaine, fondée sur un accord entre les hommes. Et donc si elle est une création humaine, elle peut changer de forme pour répondre aux besoins de ce qui l'ont formé. Enfin ces organisations politiques ont été créées par des hommes naturellement libres qui ont été créés pour répondre au besoin des individus. *Ils sont donc liés à une grande valeur, l'individualisme*.

Séances 5-6. LES DROITS DE L'HOMME

I. Des droits des individus aux Droits de l'Homme

A. Définitions

1. Un Homme a des droits quand les autres membres de la collectivité les lui reconnaissent, ce sont les **droits subjectifs**. On peut les reconnaître de manière spontanée ou contrainte. Un droit est opposable à autrui, ils sont définis par rapports aux autres, ils dépendent de la présence d'autrui. Ils prennent des formes diverses, le droit d'agir, le droit des intérêts protégé (droit de conscience par exemple, droit à la retraite). Ces différents droits créent une sphère d'autonomie entourant chaque homme, on a tendance à les assimiler à des libertés. Cette sphère est limitée dans l'espace par la présence des autres. Article 4 DDHC: « la liberté consiste à faire tous ce qui ne nuit pas à autrui ainsi l'exercice des droits naturels de l'homme n'a de borne que les droits naturels d'autrui. » **Les droits et libertés de chacun se définissent par rapport aux autres.**
2. **Caractères des Droits de l'Homme** : une vocation universelle, ils sont attachés aux caractères profonds de tout homme. Ces droits sont considérés comme étant essentiels à l'homme. L'homme sans les droits de l'homme n'est pas homme, il perd sa nature. Il faut distinguer les droits individuels subjectifs des droits de l'homme.
3. Le rapport **entre la puissance publique et les droits de l'Homme** se traduit par le fait que la force publique doit garantir ces droits naturels, elle doit sanctionner leur violation et respecter elle-même ces droits de l'Homme. Les auteurs politiques ont considéré que l'Etat devait être limité pour respecter ces droits, il doit être limité par une constitution de droit et par la séparation des pouvoirs.

B. Des droits naturels aux Droits de l'Homme

1. **La préhistoire des Droits de l'Homme**. Cela renvoi à l'existence de **droits supérieurs aux individus**. Dans le mythe d'Antigone, elle considère qu'il est au-delà de toutes les lois de donner une sépulture à son frère, qu'elle ne pouvait pas obéir aux lois, elle considère qu'il existe des principes supérieurs. Il existe donc ici une *opposition entre le droit positif et droit naturel*. **Platon** considère qu'il faut toujours que le législateur respecte l'homme intérieur. **Aristote** considère que ces principes relèvent du droit naturel. Ce droit naturel est constitué par des règles de conduites, par des libertés. Ce droit naturel est un droit objectif en opposition aux droits subjectifs. Le droit objectif est commun à tous, il est rattaché à une puissance supérieure à l'homme qui est la nature.
2. **L'Ecole du droit naturel**. *Au moyen-âge* saint **Thomas d'Aquin** assimile la nature à dieu. **Grotius** détache l'homme de dieu et considère que le droit naturel n'est pas rattaché à la nature, il considère que la nature est en chaque homme, le droit naturel n'est donc pas au-dessus des hommes, il est dans chaque homme, le droit naturel est rattaché à la nature profonde de l'homme. Le droit naturel, droit de l'homme et libertés individuelles sont la même chose, il faut donc supprimer les formes de régime politiques qui seraient dangereux pour l'homme car diminuent ou supprimes la sphère d'autonomie de l'homme. Ces droits sont une arme contre le pouvoir.
Pour **Hobbes** le principal droit naturel est la sécurité, pour **Spinoza** la liberté de conscience, pour **Locke** c'est la propriété. Il est difficile d'identifier clairement quels sont ces droits naturels, ce qui les fragilisent. Ils dépendent de chaque homme. C'est dans l'idée de recréer de droits supérieurs à l'homme, et non comme Grotius dans la nature de l'homme, qu'ont été élaborées les théories des droits de l'Homme. *Il faut dégager les droits qui sont commun à tous et à les rendre universels, imprescriptibles.*

II. Les Droits de l'Homme : déclarations et contenus

A. Les textes fondateurs

1. Aux origines des Droits de l'Homme, les chartes médiévales

1. **Au moyen-âge**, nombre de **ville se dotent de chartes** qui intègrent les droits de la communauté. Elles visent à limiter les pouvoirs du seigneur. Parmi ces chartes médiévales une retient l'attention, celle de l'Angleterre, la Magna Carta de 1215. Le roi Jean sans terre, se voit imposé par les barons une limitation de ses pouvoirs. *La Magna Carta interdit l'emprisonnement arbitraire, elle garantit les droits des seigneurs, les droits des communautés, on prévoit que l'impôt ne pourra être prélevé qu'avec l'aval du grand conseil des barons* (future chambre des Lords). La Magna Carta est également le 1er acte de mise en place d'un Etat de droit en Europe. L'Etat est encadré par le droit.
2. **En 1679 l'Habeas corpus**, ordonnance royale, reconnait principalement l'impossibilité d'être emprisonné sans jugement. Elle sera complétée en 1689 par *The Bill of Rights* qui pose des droits politiques du parlement et des sujets.
3. **La Charte du Manden** (Mali) très controversée, qui daterait du XIIIe siècle pose certains principes : toute vie est une vie (on ne peut pas tuer), le tord demande réparation, ruine à la servitude et la fin. Aucun écrit n'a été conservé, se texte n'a été écrit qu'en 1776, suite à un bouche à oreille de 500 ans. Il est considéré que ce texte n'a jamais existait.

2. Les déclarations américaines

1. **La plus ancienne déclaration** des droits de l'Homme a été élaborée en 1776 en Virginie. La déclaration of rights du 12 juin 1776 de John Mason. Selon ce texte les hommes naissent libres et indépendants, ils doivent pouvoir jouir de leur liberté, pouvoir acquérir des biens, pouvoir atteindre le bonheur et la fierté.
2. Le 4 juillet 1776 Jefferson président américain rédige la déclaration d'indépendance des USA. Elle s'inspire de la *Déclaration of Rights* et de la philosophie de Locke. En 1787 la 1re constitution des USA, après la guerre d'indépendance, ne retient pas de déclaration des droits. C'est pourquoi on adjoint à la constitution une série d'amendement consacrant les droits fondamentaux des hommes. La commission qui va rédiger ces amendements est dirigé par Madison.
3. **10 premiers amendements à la Constitution** (promulguée en 1785). Ils ont été amenés car les penseurs américains ont été déçu de ne pas avoir de déclaration des droits dans la constitution. Ces amendements sont appelés *United States Bill of Rights*. Ils sont rédigés par James Madison et adoptés par le congrès le 26 septembre 1789. Ces amendements entrent en vigueur en 1791. Le **premier** pose le principe de la liberté de conscience d'expression de presse et de réunion. Le **deuxième** est le droit de port d'arme. Le **troisième** interdit aux armées d'occuper une maison, une propriété sans autorisation, du propriétaire en temps de paix et de la loi en temps de guerre. **Quatrième**, interdiction de perquisition sans motif légitime. Le **cinquième** comprend des droits judiciaires, (similaire à l'art 6-1) *Non bis in idem* (on ne peut pas être jugé deux fois pour la même chose sur les mêmes preuves). On y retrouve également le droit à la vie, à la protection des biens et de la liberté. Droits qui ne sont pas absolus, dont on ne peut être privé qu'après une procédure légitime et régulière. Le **sixième** amendement, principe judiciaire, droit à un procès équitable. Le **septième**, le jury. Le **huitième**, proportionnalité de la peine aux faits. Le **neuvième**, la constitution ne doit pas limiter les droits du peuple. Le **dixième** consacre le principe de subsidiarité (Etat fédéral, Etat fédérés).

3. Les déclarations françaises

a. La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (26 août 1789)

1. **Contexte historique.** Elle intervient dans les toutes premières semaines de la révolution française. Dans les cahiers de doléance portés par les Etats Généraux, revient la volonté d'obtenir une déclaration des droits. C'est ainsi une demande du peuple français. Le 20 juin 1789 les Etats Généraux, quelques jours avant proclamé Assemblée Nationale. Ainsi il se prêtent serment le serment du jeu de paume. Serment par lequel les membres de l'assemblée nationale promettent de ne pas se séparer avant d'avoir élaborer une constitution. Le 14 Juillet, ils décident d'y inclure une déclaration des droits de l'homme. Déclaration car pour les révolutionnaires les droits énoncés dans cette déclaration, sont des droits qui existent déjà. La nuit du 4 au 5 août 1789, abolition des privilèges. Ainsi, c'est la fin de l'ancien régime. Ainsi tout ce qui faisait la société est abandonnée. L'homme existe en tant qu'individu. On fonde ainsi une société basée sur l'individu. C'est sur cette base que l'on élabore la déclaration des droits de l'homme qui est proclamé le 26 août 1789.
2. **Le contenu de la déclaration.** Elle est assez mal organisée, les auteurs on en effet considéré qu'elle était inachevé. Néanmoins, elle a connu un grand succès donc considéré comme sacrée. Par exemple elle consacre à droit à la résistance et à la répression (Art 2) et en même temps dans son article 7 elle déclare que si on s'oppose à la loi on est directement coupable. Les articles les plus fondamentaux sont néanmoins le 1^{er} l'art 2 posant des **droits naturels et imprescriptibles, la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression, il manque néanmoins l'égalité**. En effets les auteurs de la déclaration sont gêné par l'égalité. Il savent que les hommes sont inégaux par nature. Il est donc hors de question pour les révolutionnaires de contrarier cela. Elle prévoit d'autre part que quelle manière doit être organisé l'Etat pour que ces droits soit respectés, garantis. Toute puissance de la loi, avant tout, l'expression de la volonté générale. Cette loi va être exprimé soit par les citoyens soit par leurs représentants. Organisation politique, fondée sur la souveraineté, détenue par la nation, le peuple français. Enfin, La meilleure garantie des droits naturels sera assurée par la séparation des pouvoirs, il n'y a de constitution que s'il y a de séparation des pouvoirs. Enfin, la propriété, qui n'intervient qu'à l'article 17 de la déclaration. La consécration de la propriété est l'influence de John Locke, c'est donc une *déclaration bourgeoise et libérale*. En effet, les auteurs de la déclaration sont des bourgeois, des libéraux. Egalité en droit, base du libéralisme. Par l'imprécision de ces principes, elle se veut universelle, *elle a vocation à s'appliquer à tous*. Cela va donner à la déclaration un caractère sacré.
3. Naissent néanmoins des **incertitudes** quant à la nature du texte. Pendent 200 ans on se demandera si on peut l'appliquer. En 1971, la décision Liberté d'association du Conseil Constitutionnel ; il jugera de la conformité de la loi en s'appuyant sur la constitution mais aussi au bloc de constitutionnalité. Ainsi la déclaration de 1789 est une norme constitutionnelle. Et donc une loi ne pourra pas être contraire à celle-ci. Néanmoins on considère que c'est l'acte de décès de l'ancien régime, et naissance de la société libérale.

b. Les autres déclarations

1. **La déclaration du 24 juin 1793** (an I) intervient avec la Constitution. Cette nouvelle déclaration est grave pour la nature des déclarations. Néanmoins la déclaration, reprend des principes de celle de 89. Elle est le fait des montagnards qui ont des idées de progressistes. Pour l'un d'entre eux, il faut essayer de compenser les inégalités naturelles, de les réparées. Ainsi dans la déclaration, la propriété est reléguée à la dernière place des droits naturels et imprescriptibles. Par ailleurs, l'égalité réelle apparait en droit naturel et imprescriptibles. La loi doit venir aider les défavorisés de la vie, de la culture. *Cette déclaration va subir le*

même sort de la Constitution, comme la France étant en guerre, on décide de suspendre la Constitution.

2. **Déclaration de 1795** (an III) sert de préambule à la nouvelle Constitution, promulguée le 22 août 1795. On considère que les montagnards sont allés trop loin, pour l'époque ne sont pas en accord avec la société. Déclaration accompagnée d'une déclaration des devoirs de l'homme. Deux principes la résume assez bien : « ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas ce qu'on vous fit. » « Faites constamment aux autres le bien que vous en voudriez recevoir. » Néanmoins il n'y en a pas jusqu'en 1946. La Constitution de 1946 ne vas pas intégrer une déclaration mais elle y intégrera un grand nombre de principes. Puis en 1956 la Constitution n'es pas non plus précéder d'une déclaration des droits de l'homme. Néanmoins elle a en son préambule un renvoi au texte de 1789, il est donc intégrer dans *le bloc de constitutionnalité*.
3. **Explosion du nombre de déclarations après 1946**. Ailleurs dans le monde on va créer toute sorte de déclaration. La déclaration universelle des droits de l'homme de 1848 créer par l'ONU. La convention européenne de sauvegarde des libertés et des droits de l'homme, adopté en 1950 par le Conseil de l'Europe et la France y adhère en 1974. On a également une convention américaine des droits de l'homme de 1969. Charte africaine des droits de l'homme et des peuple de 1981. Mais aussi la convention de New York sur les droits de l'enfant 1990. Mais aussi une déclaration universelle des droits de l'animale en 1978. Du fait de l'explosion des déclaration, elles perdent de leurs poids. À cela s'accompagne une grande idée, celle qu'à chaque déclaration des droits doit être ajouté une organisation politique. Cela montre aussi qu'un texte unique est insuffisant. Et que donc ces droits de l'homme est une réalité qui varie selon les régions du monde. *Les droits de l'homme est donc par définition pas une notion universelle*.

B. Les générations de droits de l'Homme

1. Les droits de première génération

Ce sont les droits **les plus anciens**. Ceux consacrés dans la déclaration française de 1789. On les appels droits-libertés ou droit-participation. Ils correspondent à une logique libérale de **protection de l'indépendance individuelle**. On y retrouve le droit à la vie, celui de ne pas subir de traitements inhumains, de ne pas être réduit en servitude. Mais ce sont aussi les grandes libertés, d'expression d'opinion, religieuse. Mais aussi le droit à la sureté (juridique) puis la propriété privée. Néanmoins on peut y porter atteinte en gage de l'intérêt général. Pour cela et éviter les dérives, on va créer des instances comme la Cour européenne des droits de l'homme.

2. Les droits de deuxième génération

1. **Apparitions, dès 1793** on vas considérer que ces droits sont inutiles si ne permet pas aux gens de jouir des droits de première génération. Apparition des droits sociaux qui viennent aider ceux qui ne peuvent pas en jouir. Par exemple la sécurité sociale, le droit au travail ceux qui protègent les travailleurs... *Ils sont liés à l'existence incontestable de la révolution industrielle*. On vas les retrouvés dans le préambule de la Constitution de 1946 qui vient tenir compte de la révolution industrielle. Ces droits impliquent donc une prestation de la société. **L'Etat doit donc intervenir dans l'économie et la société** pour mettre ces droits en place. On les appels donc **Les droits créances** dans la mesure ou chaque individu peut attendre une créance de l'Etat.
2. **Les critiques**, ont opposés les droits de première et de deuxième génération. Et ont observés des conflits. Par exemple le droit au logement qui entre en conflit avec le droit de la propriété privée. De plus ces droits ont été critiqués par les libéraux. Ceux-ci veulent limiter

les droits de deuxième génération. Ces critiques sont assez artificielles. Les conflits existent entre les droits d'une même génération par exemple. *Ainsi on peut dire que les droits de première et de deuxième génération sont complémentaires*. De plus il n'y a pas de hiérarchie entre les droits.

3. Les droits de troisième génération

1. **Ils sont apparus** au courant du XXe siècle. C'est ce qu'on appelle des *droits collectifs* (culturels). Ils cherchent avant tout à gommer les inégalités principales de non discrimination. Il vise également à faire reconnaître des différences dans un cadre collectif. Suite à la fin de la première guerre mondiale, on a un effondrement des frontières et on prend conscience de l'apparition des minorités. Le problème c'est qu'elles sont écrasées par les majorités. Les droits de troisième génération vont donc permettre à ces minorités de ne plus être opprimés. Comme le droit à un peuple de disposer de lui-même, à déclarer son indépendance. Ces droits permettent de jouir des droits de première génération.
2. Il y a des **conflits avec les autres générations** car en réalité c'est la même chose que les droits des autres générations. Les droits de première et deuxième génération sont des droits individuels. Alors que ceux de troisième génération ne le sont pas. En droit de troisième génération on va protéger la culture minoritaire. Sinon elles n'ont plus la liberté de choisir leurs cultures. Par ce qu'il faut protéger la communauté, on va imposer la culture de masse. Par exemple la protection de mœurs ou de tradition contre une majorité qui protège la culture minoritaire. *Ce qui va diminuer la liberté des individus*. Ainsi la communauté s'impose à l'individu. **Autre raison**, en protégeant ce droit à la différence on tend à séparer ces communautés. La communauté majoritaire va s'enfermer dans ces pratiques. On va donc séparer les individus et groupes. Ils peuvent engendrer des guerres. C'est un concept dangereux.

III. Les critiques des Droits de l'Homme

A. L'abstraction des Droits de l'Homme

1. **Critiques contre-révolutionnaires**. Burke en 1790 *Les considérations sur la révolution française*, et les contre-révolutionnaires critiquent les droits de l'homme qui nuisent à l'homme. Ils créent un déséquilibre, équilibre qui existe car il se construit au fil du temps, l'homme a un passé. Les grands principes se sont construits dans l'intelligence des lumières qui sont en dehors de toute réalité. Burke promet que la révolution française va déboucher sur un bain de sang, *la Terreur*. Par ce que tout le monde a une conception différente du bonheur. Ils soulignent que l'homme doit se conformer aux principes construits dans le temps, qui viennent de l'usage. Dans le prolongement, Louis de Bonald critique lui aussi les droits de l'homme, dans l'abstraction mais aussi car ils ont oublié dieux. En niant dieux les droits de l'homme perdent toute possibilité de le transcender.
2. Les **Critiques utilitaristes** traduits par un juriste anglais, **Jérémy Bentham** (mort en 1832). Le droit doit être fondé sur le plaisir. Il ne peut être créé que par la loi, donc par l'ordre du souverain. Ainsi pour lui, les droits naturels n'existent pas (pas créés par le souverain). Les droits de l'homme sont abstraits imprécis, inutiles. Il trouve également qu'ils sont dangereux. On pourrait être tenté de refuser d'appliquer une loi contraire au droit de l'homme qui entraînerait l'anarchie.
3. Les **Critiques totalitaires** considèrent que les sociétés des droits de l'homme sont le fruit de la société libérale bourgeoise. Ils sont donc l'expression de la faiblesse bourgeoise, démocratique. **Mussolini** les définit comme des *démolobéralismes* (pour montrer cela il massacre l'Éthiopie). Les régimes totalitaires sont appuyés sur l'idée qu'il existe une vérité ab-

solue sur laquelle doit suivre le groupe, qui suit le guide. Cette conception est en opposition totale avec le régime des droits de l'homme comme la liberté d'expression. leurs cultures

4. **Hannah Arendt critique l'abstraction** des droits de l'homme. Pour elle la conception française des droits de l'homme est inférieure à la conception américaine des droits de l'homme car appuyé sur une organisation politique. Et c'est ce qui fait qu'ils sont supérieur au droit français. **Critique qui n'a plus lieux d'être depuis 1971** où le Conseil constitutionnel a intégré le préambule de la constitution dans son bloc de compétence. Depuis 71 la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est applicable en France.

B. L'ethnocentrisme des Droits de l'Homme

1. C'est le fait qu'**un peuple se considère comme plus important que les autres**. La critique de l'ethnocentrisme des droits de l'homme c'est la critique de l'impérialisme occidental. Ainsi les droits de l'homme sont assimilés à toutes les valeurs occidentales. On considère donc qu'avec la puissance occidentale, les occidentaux essaient de généraliser leurs valeurs. Les critiques considère que ces droits de l'homme sont l'expression d'un néocolonialisme, qu'ils essaient d'étendre leurs cultures. Ce serait donc une norme internationale qui devrait être appliquée partout.
2. Cela se traduit par **exemple une ONG** qui publie chaque année un rapport sur l'Etat des droit de l'homme pays par pays. Mais aussi par l'intervention d'une armée qui violerai les droits de l'homme. Comme l'intervention en Iran, en Iraq... Ils doivent donc pouvoir justifier une intervention armée dans les pays qui ne les respecteraient pas. On a donc une intervention d'un pays occidental dans la vie politique d'un Etat. Conception qui a été en plus critiquée par certains philosophes qui vont considérer qu'ils sont intolérants, *jusqu'où vas l'intolérance, peut-on tolérer l'intolérance ?*
3. Ces **critiques ont été récupérées par les pays du tiers monde** et plus régulièrement par le groupe des alter-mondialistes. Ils critiquent les droits de l'homme car ce serait une conception égoïste qui ne s'appliquerai pas partout. Elle rejette la vision universaliste des droits de l'homme et appel la vision relativiste des droits de l'homme. Ils considère donc que la volonté actuelle d'imposer les droits de l'homme est une nouvelle forme de colonisation.
4. Les organisations internationales ont essayé de **répondre à cette critique**, en essayant de montrer que les droits de l'homme n'est pas qu'une volonté purement occidentale. Cette critique se traduit surtout par le fait que l'on va élaborée des nouvelles déclarations comme la charte africaine de déclaration des droits de l'homme. Elle reprend la DDHC et y ajoute certains principes. Elle sait donc donner raison à la théorie de la relativité des droits de l'homme. Mais aussi la déclaration du Caire des droit de l'homme en Islam qui déclare que l'islam est la religion de l'innéité. Dire cela c'est être en contradiction avec la déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui prône la laïcité.
Dernière conséquence. Progrès des droits de troisième génération. Conséquence de la critique de l'ethnocentrisme. Rejet de l'universalisme des droits de l'homme.

C. La banalisation des Droits de l'Homme

1. Imprécisions, incohérences et *décrédibilisation*. Dans un premier temps lié à la multiplication des déclarations. Et même dans certains pays plusieurs sont applicables. Comme en France. Il y a là un problème de cohérence car il va y avoir contradiction entre ces divers déclarations. Ce qui entraîne des problèmes de compréhension, ainsi, les gens sont perdus face à ces différentes déclarations. D'autre part, depuis Burke on a critiqué l'imprécision qui est volontaire pour pouvoir s'appliquer à tous. Dans l'exemple Nigérian avec l'ethnie ibo on a l'exemple du fait qu'une imprécision dans la déclaration des droits de l'homme peut coûter la vie à des centaines des milliers de personnes mais aussi d'un même Etat qui soulève les droits de l'homme et qui les violes. Donc c'est comme les lois et même pire car on peut les violer sans être sanctionner. **Ainsi on banalise les droits de l'homme.**
2. **Perte d'universalité** des Droits de l'Homme serait une solution à ce qu'ils soient appliqués. Les bornés de sorte à ce que l'ensemble des Etat du monde seraient d'accord. Ce seraient donc une dizaine de droit. Et ainsi laisser aux Etat le loisir de le mettre en place. Mais aussi il faudrait l'existence d'un juge, une cour internationale, sur le modèle de la Cour EDH. Pour faire appliquer les droits reconnus.
3. Mais finalement si ces droits de l'hommes ont du mal à se faire appliquer c'est qu'il viole la souveraineté. Et cela les Etat le prennent assez mal. Le grand problème consiste donc à concilier l'existence des droits de l'homme avec la souveraineté. Toujours la question de la souveraineté.

Séance 7. La liberté

I. Définition

La liberté est un pouvoir d'autodétermination, l'homme décide de son comportement au sens large. La liberté s'oppose au déterminisme et donc à des conceptions comme le destin, l'influence familiale... etc. la liberté est étroitement liée à l'idée d'indépendance, les actions de l'homme ne dépendent de rien ni de personne. Il n'y a pas d'influence d'autrui sur le comportement de l'homme. Les libertés sont synonymes de droits subjectifs. Ces droits doivent être exercés par le sujet seul sur sa propre personne. La liberté est un idéal car nous subissons tout de même des influences quotidiennes et diverses. La liberté s'oppose également à la servitude physique et morale, cette servitude est la contrainte, elle peut être exercée par autrui, par la société.

A. La liberté-participation

1. Cette liberté participation se trouve particulièrement **dans la Grèce antique**. Ici le citoyen est libre car il peut participer et participer à la vie politique. Le citoyen participe à l'élaboration de la loi, peut devenir gouvernant. Cette conception de la liberté est une conception politique publique. Cette liberté distingue le Grecque du barbare. Pour les Grecques les autres régimes sont monarchiques et implique la soumission des sujets ce qui est contraire à la liberté car les sujets obéissent et ne participent pas à la vie politique. L'idée de soumission existe aussi chez les Grecques, les Grecs sont soumis à la loi, ils considèrent qu'ils sont libres malgré cette soumission car ils se soumettent à leurs propres volontés. Les esclaves indispensables à la vie économique de la cité ne sont pas libres car ils ne sont pas citoyens, cependant dans la logique athénienne l'esclavagisme est nécessaire à la liberté car les esclaves dispensent les citoyens de travailler et leur permettent donc d'avoir le temps nécessaire pour voter la loi et être libre. L'étranger n'a pas le droit de vote, même s'il a des droits civils, il n'est pas libre. Dans certaines citées grecques, on retrouve un autre concept de liberté. On considère que le citoyen hors vie publique fait ce qu'il veut. Il existe donc une forme de liberté individuelle.
2. **La philosophie stoïcienne**, va marquer les Romains durant l'empire. Les stoïciens considèrent que le sage est celui qui parvient à s'élever au-dessus des contingences humaines. Le sage atteint ici la liberté, le sage arrive à détacher toutes les pressions physiques et arrive à être libre intérieurement. La liberté dans l'empire romain va se maintenir grâce au stoïcisme malgré un régime non démocratique. La liberté stoïcienne réside dans la maîtrise de soi-même. Ce stoïcisme va disparaître car il va être relayé par le christianisme qui intègre le stoïcisme en son sein. Le chrétien interiorise car il considère que son âme va rejoindre le ciel après la mort. Il existe une liberté interiorisée.
3. **La liberté médiévale.** Les chartes municipales donnent la liste des liberté médiévales. Qui sont extrêmement variables (du droit à l'exemption d'impôt au droit de se gérer elle-même). Et donc les cités se donnent le droit de gérer eux-mêmes leurs cités. Enfin, elles permettent une autre application de la liberté. En effet, les serfs connaissent des droit extrêmement limités. Mais si ils quittent la campagne, « l'air de la ville rend libre » ils quittent leurs servitudes. Donc la ville donne une liberté individuelle, de retrouver des droits. Le caractère collectif de la liberté va être renversé pour arriver à la liberté individuelle.

B. L'autonomie et la naissance de l'individualisme

1. **Dans la Grèce antique est celle de la cité**, c'est celle qui profite à la cité et donc indirectement à l'homme. Idée largement développée par les philosophes grecs, qu'elle n'a rien d'individuelle, qu'elle a tout de collective comme Aristote par exemple.
2. **Au XVI^e siècle triomphe l'humanisme**. Retour vers le passé, vers *l'antiquité*, on redécouvre les idées grecques. Néanmoins on va la relire *dans un autre sens*. On va assoir l'idée d'autonomie, néanmoins on la consacre à l'individu. En grande critique de christianisme on considère que c'est l'homme qui doit s'appuyer sur sa raison pour conduire l'homme. C'est sur cette base que l'on doit donc bâtir ses lois. Cette idée est la base de la théorie de l'état de nature. Dans laquelle l'homme est parfaitement libre et est conduit par sa réflexion, sa volonté. Dans cette condition ils vont créer leurs organisations, fruit de leurs volontés. C'est l'idée de base qui fonde l'Etat, la rencontre des liberté individuelles. C'est donc là que l'individualisme va naître. C'est cette notion qui va s'imposée en même temps que le libéralisme. Maintenant la liberté est celle de l'individu. C'est ce qui compte avant tout.

C. La liberté autonomie

Constant (1767-1830) dans son discours prétend que la liberté c'est celle de la société, l'individu est soumis donc à la société. Cette conception est opposée à la liberté tournée vers l'individu où la société est soumise au service de l'individu. On a complètement renversé la conception initiale. Ainsi dans la déclaration des droits de l'homme on y retrouve « le but de toute société est le bonheur ». Ce qui se retrouve dans la déclaration des droits de l'hommes et du citoyen. Et c'est toute l'organisation de l'Etat qui va dans ce sens, il doit être limité au strict minimum.

Par ailleurs il considère que la liberté c'est le moyen pour l'individu d'être homme, d'atteindre le bien être, de pouvoir les atteindre. Ce n'est donc pas une fin, c'est un moyen pour le bien être de l'homme.

II. La liberté aujourd'hui

Cela renvoi donc à deux conceptions, dans lequel l'Etat est l'ennemi de l'homme. C'est pour cela que les lois sont là pour le protéger. Dans la conception antique, l'individu et l'Etat sont associés, l'individu le conduit. Mais il est possible de les concilier, cela va notamment être l'enjeu des démocraties libérales. Dans la vie courante la traduction pratique de la liberté on va la retrouver au travers des libertés individuelles qui sont de deux types, les libertés politiques faisant naître des droits politiques. Mais aussi les libertés publiques.

A. Les libertés politiques

1. Ce sont les libertés en vertu desquelles on considère qu'elles se traduisent par la citoyenneté. On peut ainsi être gouvernant autant que gouverné.
2. Néanmoins **cette liberté est menacée** par le désintérêt des individu pour ces libertés que l'on retrouve dans le taux d'abstention. La chose est extrêmement grave car elle affaiblie la légitimité des élus, des représentants. La vie politique est donc aujourd'hui en crise. Qui se situe également au niveau de la constitution d'une oligarchie politique. Ce qui fait qu'il y a une profession politique qui considère que l'on en fait partit par rapport à une capacité d'avantage à la connaissance politique. Cela a des conséquences néfastes, en effet les personnes issues de ces milieux ne sont pas au courant des attentes de la France d'en bas. Caricature assez présente dans l'état d'esprit français qui se traduit par un dés-amour et donc une indifférence de la vie politique française.

3. **Les partis politiques en ont conscience et essaient de lutter contre cela.** Ils ont ainsi un noyau de jeune militant un peut partout en France. Ce qui a l'intérêt d'essayer de produire un renouvellement de l'oligarchie politique. C'est vrai particulièrement dans les partis de gauche mais aussi à droite, qui permettent de renouveler le sang politique. Encore faut il que les instances parisiennes jouent le jeu et acceptent de laisser une place à ces jeunes.

À coté le mouvement associatif est aussi un moyen. Idée dégagée par *Toqueville*, qui en revenant des Etats Unis avait alerté l'Europe de ce danger. Il cherche donc des solutions pour palier à cela et en dégage deux, la décentralisation car elle va rapprocher les citoyens de la vie politique, et le mouvement associatif qui a une portée plus importante que l'idée d'inscription dans un parti politique. Cette dernière est contraignante, car il faut suivre la ligne du parti que ne connais pas l'association. Qui ne connais pas cette tare, mais aussi qui a un objectif extrêmement variable. Néanmoins elle témoignent toutes un intérêt pour la société. Il y a également une action, qui implique d'agir pour la société et donc une réelle volonté de participation à la vie de la communauté.

B. Les libertés publiques

1. Le Conseil d'Etat dans un avis de 1947 a énoncé ces libertés publiques et a distingué les libertés individuelles des publiques. Et précise que la liste qu'il a prévu ne sont pas arrêtés il peut y en avoir d'autres, mais toutes nouvelles libertés publiques doivent être consacrées par la loi. C'est l'expression libérale de la volonté, ce qui protège l'individu contre lui-même. Elles ont reçu après 58 une nouvelle protection elles ont valeur constitutionnelle (cf 1971 DC liberté d'association).
2. Néanmoins ces libertés publiques sont menacées par le désintérêt pour la politique. Là-dans les citoyens s'expose à voir ces libertés réduites ou disparaître. Elle serait menacée par l'affaiblissement d'une culture des libertés publiques. Mais aussi de l'esprit critique.